



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VERALEC

ZA du Bos Plan
17 route du Fileur
33750 Beychac-Et-Caillau

Références : 2026-256
Code AIOT : 0005208394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement VERALEC implanté Canteloup 33750 Beychac-et-Caillau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait partie du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle-Aquitaine. Elle s'inscrit également dans l'action nationale faisant suite au retour d'expérience de l'incendie de Rouen.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERALEC

- Canteloup 33750 Beychac-et-Caillau
- Code AIOT : 0005208394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement de la société Véralec à Beychac-et-Caillau est un entrepôt logistique, dédié essentiellement au stockage de produits de consommation des « arts de la table », pour le groupe Leclerc. Cet établissement constitue une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement pour l'activité de stockage de matières combustibles. Il bénéficie d'un arrêté préfectoral d'enregistrement (19 octobre 2011), faisant suite au changement d'exploitant et à la modification de l'entrepôt (autorisation précédente du 18 novembre 2008 au bénéfice de SCCV Beychac Alizés).

Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Récolement aux prescriptions	Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 2.8	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
2	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 7.5.4.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 8.1.2.2.	Demande d'action corrective	3 mois
4	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 8.1.3.1. et 8.1.4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Comportement au feu	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 4	Sans objet
7	Compartmentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 6	Sans objet
8	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de montrer que l'établissement respecte ses prescriptions de fonctionnement, aux remarques près mentionnées dans le présent rapport. L'exploitant devra réaliser le récolement aux prescriptions de son arrêté préfectoral, dont l'absence avait déjà été relevée lors de la précédente inspection. Une mise en demeure est proposée au Préfet de Gironde sur cette non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement aux prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 2.8
Thème(s) : Situation administrative, Récolement aux prescriptions
Prescription contrôlée : « Sous un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède à un récolement de l'arrêté préfectoral réglementant ses installations. Il doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Une traçabilité en est tenue. Son bilan accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, est transmis à l'inspection des Installations Classées. L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'enregistrement. »
Constats : L'exploitant n'a pas procédé au récolement aux prescriptions de fonctionnement de son installation prescrit par son arrêté préfectoral. Cet écart avait déjà été relevé lors de l'inspection du 1er octobre 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procède sous six mois au récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2011. Une mise en demeure est proposée au préfet de la Gironde sur ce point. Le projet d'arrêté de mise en demeure est transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire. Les observations sont attendues dans un délai de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 7.5.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction
Prescription contrôlée :

<p>« L'exploitant dispose a minima :</p> <p>[...]• de 1 poteau d'incendie privé pouvant débiter 60 m3 d'eau par heure sous une pression de un bar pendant deux heures et conformes aux normes NF EN 14384 et NF S 61-213/CN (poteaux incendie) ou NF EN 14339 et NF S 61-211/CN (bouches d'incendie enterrées), et NF S 62 200.</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un poteau incendie public assurant un débit de 60 m3/h pendant 2 heures • un système d'extinction automatique incendie, type sprinkler ESFR • d'extincteurs adaptés au risque judicieusement répartis dans l'établissement, et de robinets d'incendie armés (RIA), dont le nombre et la disposition répondent aux règles en vigueur. ...) »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un poteau incendie privé, dont une vérification récente montre qu'il présente un débit conforme à ce qui est attendu. En revanche, l'exploitant ne dispose pas de la vérification du poteau incendie public qui est visé pour la défense de son établissement.</p> <p>L'état et les vérifications des détecteurs de fumées, de l'extinction automatique, des RIA et des extincteurs ont été inspectés sans remarque particulière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant se procure et transmet à l'inspection des installations classées l'attestation de la dernière vérification du débit et pression du poteau incendie public.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Accessibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 8.1.2.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie d'une largeur minimale de 6 mètres est entretenue et maintenue dégagée en permanence pour permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la circulation sur le périmètre de l'entrepôt, • le stationnement des engins à moins de 8 mètres en différents points de chaque façade, • l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins, est conforme aux dispositions détaillées en annexe ; les voies en cul de sac de plus de 60 mètres doivent permettre le retournement et le croisement des engins. <p>À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt. »</p>
<p>Constats :</p>

<p>La voie engin périphérique et les aires de stationnement sont présentes, mais l'état de la voie engins est médiocre et sa largeur douteuse par endroits ; l'indication des aires de stationnement est également sujet à caution.</p> <p>L'exploitant indique son projet de procéder prochainement au réaménagement de la voie engins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit un échéancier de rénovation de la voie engin et des aires de stationnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Comportement au feu

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2011, article 8.1.3.1. et 8.1.4.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Justification du degré coupe-feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.1.3.1. Dispositions constructives</p> <p>« En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, celui-ci vérifie les conditions constructives minimales suivantes :</p> <p>(...)</p> <ul style="list-style-type: none"> • le local sprinklage est constitué par des murs et une couverture REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), • les bureaux et les locaux sociaux, ainsi que les locaux de charge d'accumulateurs, sont isolés des cellules par une paroi toute hauteur et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte, de degré coupe-feu 2 heures (REI/EI 120) » <p>8.1.4.1. Compartimentage</p> <p>« L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.</p> <p>Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.</p> <p>Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), • les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchées afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs <p>(...) »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter de preuves documentaires suffisantes pour attester le degré coupe-feu des murs et plafonds pour lesquels cette qualité est requise.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant justifie, sous six mois, de manière documentaire ou par une nouvelle expertise, le degré coupe-feu des murs et plafonds qui le requièrent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. (...) 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. (...) »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel de suivi de l'état des stocks, accessible également depuis l'extérieur de l'établissement, qui a permis d'établir en séance pendant l'inspection un état des matières combustibles et des matières dangereuses présentes dans l'installation. L'extraction est notamment possible par rubrique ICPE des palettes. Plusieurs palettes et les articles correspondants ont été inspectés : les mentions de danger sont correctement rapportées. Le suivi informatique est complété par un inventaire physique annuel.</p> <p>Le suivi de l'état des stocks est satisfaisant. On note par ailleurs qu'il n'est pas certain que l'établissement stocke plus de 500 t de matières combustibles, y compris en comptant les palettes : l'exploitant ne souhaite pas toutefois renoncer à son classement ICPE pour l'instant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Eclairage naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Dispositions constructives</p>

« (...) Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0. (...) »
Constats : La question de la tenue au feu des lanterneaux « Skydome » avait été posée lors de l'inspection du 1er octobre 2019. Lors de la présente inspection, l'exploitant a pu fournir de la documentation à leur sujet, mais qui n'est pas conclusive quant à la qualité « d0 » de ces équipements.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournira, sous 6 mois, au besoin dans le cadre du récolement aux prescriptions, la preuve de la qualité d0 de ses lanterneaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des murs coupe-feu
Prescription contrôlée : « (...) les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI 120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation (...) »
Constats : L'emplacement des murs coupe-feu est matérialisé à l'extérieur de l'entrepôt par des bandes métalliques rouges visibles depuis le sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. (...) »
Constats : L'établissement dispose d'un plan de défense incendie (PDI) récent, daté du 2 juillet 2025. Il a fait l'objet d'un exercice le 14 janvier 2026, dont l'exécution et la collecte du retour d'expérience sont satisfaisants. Un autre exercice est prévu dans le courant de l'année avec l'autre équipe d'intervention.

L'inspection du 16 septembre 2025, portant sur le plan de défense incendie, avait relevé l'insuffisance de la description des tâches à effectuer par certains fonctions clef. La nouvelle version du PDI a été améliorée sur ce point, par l'ajout de fiches réflexes.

De même, les plans du PDI ont été revus et améliorés, corrigeant les écarts qui avaient été relevés lors de l'inspection, en particulier quant à l'emplacement des murs coupe-feu et le plan des réseaux d'eau et égouts.

Type de suites proposées : Sans suite